

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1396^e
SÉANCE

Jeudi 21 octobre 1971,
à 15 h 50

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite) [A/8403, A/C.2/L.1156]

1. M. MIHAI (Roumanie) présente au nom des auteurs, au nombre desquels se trouve maintenant la délégation malaisienne, le projet de résolution A/C.2/L.1156 qui a pour objet de favoriser l'assistance et la coopération internationales dans le domaine des techniques avancées mises au service du développement.

2. Les techniques d'informatique revêtiront une importance de plus en plus grande pour les pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Trois ans plus tôt, l'Assemblée générale a reconnu que la propagation et l'application de ces techniques pourraient contribuer de manière appréciable à accélérer la croissance sociale et économique des pays en voie de développement et réduire ainsi le fossé qui les sépare des pays développés. Il faut garder ce fait présent à l'esprit afin de déployer les efforts qui permettront de progresser encore.

3. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2458 (XXIII) touchant cette question, le Secrétaire général a présenté un rapport intitulé *Les techniques d'informatique au service du développement* (E/4800) qui non seulement souligne l'importance de la question dans le cadre des activités des Nations Unies pour le développement social et économique de tous les pays et en particulier des pays en voie de développement, mais formule aussi une série de recommandations utiles fondées sur les vues des gouvernements et des organisations apparentées à l'ONU qui bénéficient du concours d'experts.

4. C'est pourquoi le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution fait état de quelques-unes de ces recommandations, en particulier celles adressées aux gouvernements et qui font appel aux efforts de chaque pays pour la coopération internationale et aux services et à l'assistance que l'ONU et les organisations apparentées sont à même de fournir. Tout en reconnaissant que le Conseil économique et social a raison, dans sa résolution 1571 (L), de demander la préparation d'un nouveau rapport sur cette question, les auteurs du projet de résolution estiment qu'il est nécessaire de souligner la nécessité de passer aussi vite que possible à l'application, même partielle, de ces recommandations.

5. L'un des domaines qui se prêtent le mieux à la coopération entre Etats dont il est question au paragraphe 2 du dispositif est la formation théorique et pratique au traitement de l'information qui permettra d'utiliser les techniques d'informatique pour accélérer le développement économique et social. Il faut créer des centres à l'échelon régional ou national, former des spécialistes tels que opérateurs, programmeurs, informaticiens et analystes, faire connaître à tous les avantages de l'informatique et donner au personnel et aux cadres la formation leur permettant d'en tirer parti. Il faut aussi aider les pays en voie de développement à mettre sur pied leurs propres politiques de l'informatique, adaptées aux besoins et aux circonstances nationales. En plus d'un échange d'expériences, il pourra aussi y avoir un véritable transfert de techniques et d'équipements.

6. Le paragraphe 3 du dispositif a pour objet d'accorder une place plus importante, dans le cadre des activités des organismes mentionnés, aux activités multilatérales visant à appliquer les techniques d'informatique au développement. On y demande la participation d'autres institutions spécialisées, en plus de l'UNESCO et de l'OIT qui ont déjà obtenu des résultats positifs. En outre, le projet de résolution ne néglige pas la contribution que d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales peuvent apporter.

7. Les auteurs ont jugé nécessaire de réserver un paragraphe spécial à l'assistance que le PNUD peut fournir. La raison n'en est pas une activité insuffisante du PNUD, puisqu'il a exécuté et exécute encore, dans un certain nombre de pays, des projets visant à créer des conditions propres à faciliter l'accès aux techniques d'informatique; le paragraphe 4 du dispositif a seulement pour objet de faire en sorte que le PNUD donne la priorité nécessaire aux demandes ayant trait au domaine des techniques d'informatique.

8. Le paragraphe 5 du dispositif fait état de la préparation du rapport demandé dans la résolution 1571 (L) par le Conseil économique et social et souligne qu'il doit être dynamique et constructif. Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

9. M. CAVIGLIA STARICCO (Uruguay) s'intéresse beaucoup à l'application des techniques d'informatique au développement et souscrit entièrement aux concepts esquissés dans le premier alinéa du préambule du projet de résolution. La référence faite à la Stratégie internationale du développement dans le deuxième alinéa du préambule est également tout à fait appropriée. Le représentant de l'Uruguay a pu il y a peu de temps assister à Paris à la

conférence intergouvernementale de l'UNISIST, organisée par certains organismes des Nations Unies, au cours de laquelle ont été étudiés les problèmes du transfert des techniques dans le contexte de la deuxième Décennie du développement.

10. Le projet de résolution se réfère à la résolution 1571 (L) par laquelle le Conseil économique et social avait invité le PNUD à fournir aux pays en voie de développement qui en font la demande une aide dans le domaine des techniques d'informatique. Cette invitation trouve un juste écho dans le paragraphe 4 du dispositif du présent projet, puisqu'une telle assistance s'avère nécessaire étant donné la complexité et le coût élevé des techniques en question.

11. Le rapport du Secrétaire général (E/4800) contient un grand nombre d'éléments précieux. Le représentant de l'Uruguay désire notamment attirer l'attention sur le paragraphe 8 de l'introduction qui note que si l'informatique est un des éléments importants qui déterminent le rythme de l'évolution technique, en lui-même l'ordinateur n'est pas une panacée et toutes les difficultés et conséquences de l'emploi de l'informatique doivent aussi être considérées. Il importe donc plus que jamais de former le personnel d'une manière adéquate en utilisant les plans d'assistance régionaux et sous-régionaux.

12. Un autre élément important du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution est la demande faite au Secrétaire général de préparer un nouveau rapport sur l'application des techniques d'informatique au développement. Étant donné que les progrès réalisés dans le domaine de l'informatique entraînent une évolution constante, la délégation uruguayenne estime qu'il serait souhaitable d'insérer dans le paragraphe, après les mots "au développement", un membre de phrase conçu à peu près comme suit : "surtout destiné à établir une évaluation à jour de tout ce qui a été réalisé jusqu'ici".

13. M. ARUEDE (Nigéria) accorde une grande importance à la contribution que l'informatique peut apporter au développement, notamment dans le cadre de la deuxième Décennie du développement. Les auteurs du document E/4800 insistent aux paragraphes 33 et 34 sur la rapidité des progrès actuellement réalisés dans le domaine de l'informatique et soulignent que, lorsqu'on confie une tâche à un ordinateur, on est souvent amené à réévaluer l'ensemble des modalités d'exécution de cette tâche. La délégation nigériane reconnaît que les problèmes mis en jeu sont compliqués, mais elle voit dans les ordinateurs un moyen de contribuer utilement au développement. L'évolution technique de l'informatique a été marquée par l'apparition successive de trois générations d'ordinateurs en deux décennies, et si les pays en voie de développement ne peuvent profiter sans retard de ce progrès rapide, le fossé qui les sépare des pays développés continuera de s'élargir.

14. Compte tenu de l'esprit de conciliation qui a présidé à la rédaction du projet de résolution, ce dernier mérite de recevoir l'appui de tous les membres de la Commission. La délégation nigériane aurait préféré que l'on recommande l'adoption de mesures précises en vue de créer le conseil consultatif international dont il est question au paragraphe 1 du dispositif. Si le Conseil économique et social a

recommandé la préparation d'un nouveau rapport, c'est que l'on manque généralement de renseignements au sujet des avantages éventuels de l'informatique et c'est précisément ce genre de question que le conseil consultatif aurait étudié s'il avait été créé au cours de la présente session de l'Assemblée générale. La délégation nigériane a néanmoins décidé de se porter coauteur du projet de résolution et elle espère que des mesures plus concrètes seront prises à la vingt-septième session de l'Assemblée générale, après que le nouveau rapport aura été présenté.

15. Lorsqu'il sera créé, le conseil consultatif sera en mesure de fournir d'utiles avis en ce qui concerne la coopération en général et l'influence de l'utilisation de l'informatique sur l'emploi. M. Aruede attire notamment l'attention sur le fait que le Groupe de travail sur l'application de l'informatique au développement du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement est arrivé à la conclusion que l'utilisation des ordinateurs dans de nouveaux domaines d'activité n'entraînerait pas de transfert de main-d'œuvre.

16. Bien qu'il existe déjà des organismes tels que le Bureau intergouvernemental de l'informatique — Centre international de calcul (BII-CIC), les pays en voie de développement sont conscients de la nécessité de créer un conseil consultatif international. Le Groupe de travail susmentionné a fait remarquer à juste titre que l'avenir du BII-CIC doit être défini par son propre organe directeur; ce n'est pas aux Nations Unies de décider, avant la création d'un conseil consultatif international, quelles devraient être les relations de ce conseil avec le BII-CIC.

17. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation appuie en général les principes définis dans le projet de résolution. C'est à bon escient que le Conseil économique et social a étudié de façon approfondie à sa cinquantième session le rapport du Secrétaire général (E/4800), ce rapport contenant beaucoup de données techniques détaillées. Il est évident que ce débat ne doit pas être repris devant la Commission, et M. Gates ne pense pas que telle ait été l'intention des auteurs du projet de résolution. En conséquence, il ne considère pas comme opportun de maintenir le dernier alinéa du préambule. La délégation néo-zélandaise propose de le supprimer et d'en insérer le texte, à l'exception des premiers mots, au paragraphe 1 du dispositif, à la place des mots "le rapport susmentionné".

18. Bien que la délégation néo-zélandaise soit prête à appuyer le projet de résolution dans tous les cas, elle fait des réserves à l'égard de certaines recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général, et le fait qu'elle appuie le projet de résolution ne signifie pas que ces réserves aient disparu. La délégation néo-zélandaise espère que le Secrétaire général tiendra compte de ses réserves et de celles d'autres délégations lorsqu'il poursuivra l'examen des recommandations contenues dans ce rapport.

19. M. KANKA (Tchécoslovaquie) dit que l'élargissement et l'intensification de la coopération dans le domaine de la science et de la technique offrent de vastes possibilités pour le progrès futur des pays en voie de développement, notamment en ce qui concerne l'échange de renseignements scientifiques et techniques, les brevets et licences, la

réalisation en commun de travaux de recherche fondamentale et appliquée, l'élaboration et l'essai en commun de nouvelles techniques, l'échange d'expériences concernant l'élaboration de nouveaux produits et l'assistance mutuelle dans le domaine de l'enseignement et de la formation du personnel scientifique et technique. Cette coopération revêt une importance capitale pour les progrès futurs de la science et de la technique et elle devrait s'accompagner d'économies de matériel et de main-d'œuvre.

20. La Tchécoslovaquie a conclu des accords de coopération scientifique et technique avec les pays capitalistes avancés et avec les pays en voie de développement. Elle espère que l'adoption du projet de résolution facilitera la coopération scientifique et technique sur une plus grande échelle et exercera une influence positive sur le développement économique et social. La coopération en matière d'informatique apparaît particulièrement justifiée vu les progrès rapides réalisés actuellement dans ce domaine.

21. Avec l'aide du PNUD, le Gouvernement tchécoslovaque a créé à Bratislava un centre de recherche de l'informatique, qui a enregistré d'excellents résultats en matière de coopération avec les gouvernements et avec les organisations internationales. Du 22 au 30 novembre 1971, les Nations Unies organiseront au Centre, à l'intention des pays en voie de développement, un séminaire sur l'application de l'informatique à l'administration. Le Gouvernement tchécoslovaque met le Centre à la disposition de tous les gouvernements intéressés. La délégation tchécoslovaque figure au nombre des auteurs du projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

22. M. BUTLER (Australie) dit que l'application des techniques d'informatique est une question d'importance pour les pays en voie de développement. L'une des premières tâches des gouvernements, est d'établir les plans d'une politique de développement et de réunir les données sociales et économiques sur lesquelles cette politique pourra être fondée, et également de conserver et de mettre à jour ces données de la manière la plus efficace. Par ailleurs, la création de centres de calcul est un processus extrêmement coûteux et complexe et, par voie de conséquence, l'élargissement des applications des techniques d'informatique constitue un domaine qui relève particulièrement de la coopération internationale.

23. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1156, la délégation australienne attache une grande importance à la partie du paragraphe 3 du dispositif où tous les organismes intéressés sont invités à stimuler, dans des conditions rationnelles et réalistes, l'application des techniques d'informatique au développement. C'est précisément en raison du coût des installations de calcul qu'il importe de ne prendre la décision de recourir au calcul électronique qu'après avoir étudié le cas considéré dans des conditions rationnelles et réalistes. Cela a également été souligné dans le document E/4800.

24. Bien que le paragraphe 1 du dispositif invite à donner rapidement suite aux recommandations contenues dans le document E/4800, la délégation australienne n'estime pas que toutes ces recommandations doivent bénéficier d'une priorité égale. Le rapport contient trois recommandations

qui méritent, à son avis, d'être étudiées par priorité. Tout d'abord, la délégation australienne accorde de l'importance à la recommandation d'effectuer des études sur les rapports de l'informatique et de l'emploi dans les pays en voie de développement. L'emploi est un problème permanent et fondamental de la politique économique et sociale des pays en voie de développement et l'informatique peut les aider à cet égard. En deuxième lieu, la délégation australienne approuve la recommandation d'accroître la compatibilité tant du matériel que des programmes utilisés dans divers pays. En troisième lieu, elle reconnaît, comme l'indique le rapport, que l'on doit s'efforcer d'établir des relations de jumelage entre les organisations des pays développés et celles des pays en voie de développement. Ces liens constituent à n'en pas douter un des moyens permettant d'assurer le transfert de techniques avancées aux pays en voie de développement.

25. En ce qui concerne la recommandation de créer un conseil consultatif international pour l'application des techniques d'informatique au développement dont il est fait mention au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, la délégation australienne estime que dans le document E/4800 il a été seulement recommandé d'examiner la possibilité de créer un tel conseil. En d'autres termes, la question n'a pas été tranchée et l'on pourrait décider qu'il existe déjà des mécanismes appropriés pour intensifier la coopération internationale dans le domaine de l'informatique sans qu'il soit nécessaire de créer un nouveau conseil consultatif international.

26. Au paragraphe 4 du dispositif, la délégation australienne croit voir une allusion à la conception sectorielle bien connue du développement. Cependant, elle n'insistera pas, étant donné que ce paragraphe invite seulement le PNUD à envisager de fournir aux pays en voie de développement une assistance dans le domaine de l'informatique.

27. En ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif, M. Butler désire s'associer aux autres délégations qui souhaitent que le rapport à établir par le Secrétaire général soit aussi à jour que possible.

28. En conclusion, la délégation australienne appuiera avec plaisir le projet de résolution.

29. M. KARKOSZKA (Pologne), se référant au premier alinéa du préambule du projet de résolution, souligne qu'il est essentiel de renforcer la coopération internationale pour que tous les peuples puissent profiter plus facilement des conquêtes de la science et de la technique modernes. La délégation polonaise estime qu'il importe également de mettre au point les méthodes statistiques et les méthodes de planification propres à promouvoir le développement économique de tous les pays, ce qui, sans conteste, appelle une utilisation plus large des techniques d'informatique. La délégation polonaise pense en outre que les organismes des Nations Unies et les gouvernements intéressés se doivent de coopérer dans la production et l'utilisation des ordinateurs en vue d'accélérer les progrès techniques dans le monde entier. M. Karkoszka exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

30. M. LISSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, pour sa délégation, le projet de résolution

revêt une importance énorme en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement. Le projet de résolution est fondé essentiellement sur le rapport très équilibré du Secrétaire général intitulé *Les techniques d'informatique au service du développement* (E/4800), qui fait le point de l'expérience acquise dans l'utilisation des techniques de l'informatique aux fins du développement économique et social et contient une liste des mesures qui pourraient être prises pour appliquer ces techniques au développement. Soulignant l'utilité du rapport du Secrétaire général et du projet de résolution, M. Lissov attire également l'attention sur la contribution du Groupe *ad hoc* d'experts de l'informatique qui compte un expert soviétique de très grande renommée, M. Glushkov.

31. Le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution demande qu'il soit rapidement donné suite aux recommandations contenues dans le document E/4800 qui prévoient notamment la création d'un conseil consultatif international pour l'application de l'informatique au développement. Cette dernière recommandation a naturellement des incidences financières et la position soviétique sur cette question est bien connue. Toutefois, en raison des circonstances très particulières du cas présent, la délégation soviétique pourrait appuyer la création d'un tel conseil, à condition que les dépenses supplémentaires qu'entraînerait cette création soient couvertes par une réaffectation des fonds dont dispose le Secrétariat à des fins similaires, notamment pour les activités du Groupe *ad hoc* d'experts de l'informatique susmentionné. S'il est entendu que la création du conseil consultatif n'entraînera aucune ouverture de crédit supplémentaire, la délégation soviétique appuiera le projet de résolution.

32. M. LAGOS (Chili) estime que le projet de résolution peut considérablement aider les pays en voie de développement à se libérer de leur état de dépendance vis-à-vis des pays développés. Le Gouvernement chilien a, pour sa part, créé un institut national de l'informatique qui est chargé de centraliser toutes les activités en la matière. S'il importe que les pays en voie de développement puissent résoudre les problèmes que posent les techniques d'informatique, il faut également qu'ils organisent rationnellement leurs efforts dans ce domaine de manière à en tirer tout le parti possible aux fins du développement. C'est pour cette raison que la délégation chilienne figure parmi les auteurs du projet de résolution qui vient d'être présenté à la Commission et qui, elle l'espère, sera adopté à l'unanimité.

33. L'application des techniques de l'informatique au développement devrait être assurée par les instituts nationaux avec l'aide, le cas échéant, d'un conseil consultatif international ou de tout autre organisme similaire. M. Lagos estime, avec le représentant de l'Uruguay, qu'il faut que le rapport mentionné au paragraphe 5 du dispositif serre d'aussi près que possible les progrès les plus récents du fait que les techniques de l'informatique évoluent très rapidement. Il est essentiel de réduire l'écart technique qui ne cesse de croître entre pays développés et pays en voie de développement; si la coopération internationale dans le domaine de l'informatique pouvait être renforcée, les espoirs que placent les pays en voie de développement dans le système international s'en trouveraient augmentés.

34. M. DUNN (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement porte un intérêt extrêmement vif à l'application des techniques de l'informatique au développement, y voyant un moyen très efficace d'assurer le transfert des techniques des pays développés aux pays en voie de développement et d'atteindre les objectifs de la Stratégie internationale pour la deuxième Décennie pour le développement. La délégation des Etats-Unis approuve donc, d'une manière générale, le projet de résolution. Toutefois, elle n'est pas convaincue de la nécessité du nouveau rapport mentionné au paragraphe 5 du dispositif, étant donné qu'un rapport similaire est déjà en voie d'établissement, conformément aux dispositions de la résolution 1571 (L) du Conseil économique et social. Tout en prenant note des indications fournies par le représentant de l'Uruguay en ce qui concerne le contenu éventuel du nouveau rapport, M. Dunn conserve néanmoins quelques doutes quant à la nécessité d'établir deux documents devant être soumis à très peu d'intervalle l'un de l'autre.

35. Pour ce qui a trait au paragraphe 1 du dispositif, M. Dunn déclare que son gouvernement n'approuve pas toutes les recommandations qui figurent dans le document E/4800, notamment celle qui prévoit la création d'un conseil consultatif international. M. Dunn est d'avis que des organisations existantes pourraient assumer la tâche qu'on envisage de confier à un tel conseil. En outre, avant de prendre une décision définitive, il serait utile de consulter l'ONUDI, l'UNESCO, le PNUD et certaines autres organisations quant aux moyens d'appliquer les techniques de l'informatique au développement. Si la délégation des Etats-Unis appuie le projet de résolution, cela ne permet pas de préjuger sa position définitive quant à la création d'un conseil consultatif international. Malgré ces réserves, M. Dunn exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

36. M. HEMANS (Royaume-Uni) dit que le projet de résolution dissipe, dans une large mesure, les doutes qu'éprouvait sa délégation quant à certains passages du document E/4800. Un de ces doutes concerne la recommandation visant la création d'un conseil consultatif international sur l'application des techniques d'informatique au développement; étant donné la gamme déjà large d'activités de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes dans le domaine du traitement automatique de l'information, il importe au plus haut point de procéder à un examen approprié et approfondi de ces activités avant de prendre une décision qui aurait pour effet de créer un organisme de plus dans le système des Nations Unies. Contrairement aux préoccupations de la délégation soviétique, celles de la délégation britannique ne portent pas exclusivement sur les aspects financiers de la question. La délégation britannique craint que le conseil consultatif international qui viendrait à être créé ne tende à vouloir ajouter aux installations existantes plutôt qu'à favoriser la rationalisation, c'est-à-dire l'utilisation plus efficace des ressources existantes. M. Hemans pense ici au rôle qu'on envisage de donner, en matière de coordination, au Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et activités connexes et au Centre international de calcul électronique qui sont mentionnés dans le document E/4800. La création d'un conseil consultatif international ne se justifiera pas tant qu'on n'aura pas établi quel est le moyen le

plus sûr de coordonner les activités déjà entreprises dans ce domaine.

37. M. NONOYAMA (Japon) reconnaît qu'il devient de plus en plus nécessaire de promouvoir la coopération internationale dans l'application des techniques de l'informatique au développement. La question de la création éventuelle d'un conseil consultatif international devrait être examinée d'une manière plus approfondie par le Conseil économique et social. La délégation japonaise appuie sans réserve le projet de résolution et exprime l'espoir qu'il sera adopté à l'unanimité.

38. M. BRADLEY (Argentine) estime que l'informatique revêt une grande importance pour les pays en voie de développement. Toutefois, étant donné son coût élevé et les difficultés qu'elle implique sur le plan technique, la plupart des pays en voie de développement ne disposent que de quelques rares installations de calcul électronique; certains en sont même totalement dépourvus. En revanche, dans les pays développés, les ordinateurs sont largement utilisés à des fins très diverses, allant de la banque à l'astrologie. La délégation argentine appuie sans réserve le projet de résolution et souhaite ajouter le nom de son pays sur la liste des auteurs.

39. M. DELPREE-CRESPO (Guatemala) fait observer que les techniques de l'informatique ont permis de réaliser des progrès scientifiques et techniques sans précédent qui ont des incidences sur presque tous les aspects de la civilisation; de plus, les possibilités qu'elles offrent ne s'arrêtent pas là et elles permettront certainement d'accélérer le développement de tous les pays. Par conséquent, la délégation du Guatemala recevra avec intérêt d'autres renseignements sur tout progrès futur dans ce domaine et votera pour le projet de résolution.

40. M. MOBARAK (Liban) dit que les techniques de l'informatique ont un rôle essentiel à jouer pour réduire les disparités qui existent entre les pays en voie de développement et les pays développés, étant donné que de nombreuses applications des ordinateurs exercent, dans de nombreux cas, une influence directe sur quelques-uns des principaux éléments du processus de développement. Il est évident que les ordinateurs doivent être sélectionnés compte tenu des besoins des pays.

41. La résolution 2458 (XXIII) de l'Assemblée générale a reconnu que l'Organisation des Nations Unies pourrait promouvoir la coopération internationale dans le domaine des techniques de l'informatique. La délégation libanaise convient que le système des Nations Unies devrait prendre de nouvelles mesures pour appuyer les efforts que les Etats déploient pour utiliser les ordinateurs en vue d'accélérer leur développement économique et social. Le rapport sur les techniques d'informatique au service du développement (E/4800) explique, à l'aide de précieux renseignements, combien il est important d'élaborer les grandes lignes d'une politique nationale sur les techniques de l'informatique et l'éducation et la formation de personnel qualifié, et souligne la nécessité de donner davantage de renseignements sur l'installation d'ordinateurs et leur application dans les pays en voie de développement. Avant d'acquiescer des ordinateurs, il faut voir si l'on dispose du personnel voulu et

quel sera l'effet de leur utilisation sur l'économie nationale et l'emploi.

42. Il serait hautement souhaitable que le PNUD envisage l'octroi aux pays en voie de développement qui en font la demande d'une assistance appropriée dans le domaine des techniques de l'informatique. C'est dans cet esprit que la délégation libanaise est devenue coauteur du projet de résolution adopté en tant que résolution 1571 (L) du Conseil économique et social et du projet de résolution considéré.

43. M. WOLTE (Autriche) dit qu'une conférence européenne, qui doit avoir lieu en Autriche en avril 1972, envisagera l'élaboration de normes unifiées permettant une évaluation objective des données.

44. Le projet de résolution dont la Commission est saisie fournit une excellente base pour des mesures de coordination dans le domaine des techniques de l'informatique et le nouveau rapport demandé au paragraphe 5 du dispositif – à propos duquel M. Wolte convient avec le représentant de l'Uruguay qu'il devra s'agir d'un document à jour – facilitera les activités de l'ONU dans ce domaine.

45. M. OSORIO (Mexique) dit que l'amendement de l'Uruguay devrait dissiper en partie les craintes exprimées par les délégations américaine et soviétique à propos des incidences financières du paragraphe 5 du dispositif, puisque le Secrétariat pourra se fonder, pour le nouveau rapport, sur le document E/4800.

46. M. PEAL (Libéria) dit que l'application des techniques de l'informatique, qui suppose une mise de fonds considérable, pourrait aider à accélérer le progrès des pays en voie de développement. Un système de comptabilité par ordinateur a été adopté par la compagnie d'électricité libérienne et a eu des résultats encourageants.

47. M. FAROOQ (Pakistan) dit, en appuyant le projet de résolution, qu'un conseil consultatif international permettrait aux pays en voie de développement de profiter au maximum des techniques de l'informatique. Le Centre international de calcul électronique jouera un rôle important en fournissant des moyens de formation aux pays en voie de développement. M. Farooq espère également que les pays développés augmenteront leur aide.

48. M. ABHYANKAR (Inde) se félicite de ce que les représentants des pays en voie de développement aient réfuté l'opinion largement répandue que les techniques de l'informatique sont trop complexes pour répondre à leurs besoins réels. Les ordinateurs offrent de meilleures méthodes pour traiter les problèmes d'organisation et de gestion; ils contribuent à l'établissement de bases de données statistiques; et ils présentent un énorme potentiel pour les programmes d'enseignement de diverses sortes. La délégation indienne ferait particulièrement bon accueil à tout nouveau progrès concernant cette dernière application.

49. L'Inde applique largement les techniques de l'informatique dans de nombreux domaines, y compris la planification de l'économie, et dans divers organes spécialisés, tels que l'Office de l'énergie atomique, qui a entrepris des

études par ordinateur des réseaux électriques régionaux. Les ordinateurs pourraient être également utilisés pour la planification de la production, d'autant plus que la capacité industrielle des pays en voie de développement a augmenté.

50. Il faut souhaiter que la coopération internationale aide à surmonter les difficultés qui ont entravé l'acquisition des techniques de l'informatique par les pays en voie de développement. La délégation indienne attache une importance particulière aux activités régionales dans ce domaine et estime que la création d'un centre régional d'informatique en Inde fournirait aux pays voisins des moyens dans ce domaine bien plus grands que ceux qu'un d'entre eux pourrait espérer acquérir à lui seul.

51. M. MIHAI (Roumanie) annonce que l'Uruguay a demandé à figurer sur la liste des auteurs du projet de résolution et est convenu avec eux que l'objet de son amendement serait réalisé si, au paragraphe 5 du dispositif, le mot "nouveau" avant le mot "rapport" était remplacé par l'expression "à jour", après le mot "rapport". Compte tenu des observations du représentant de la Nouvelle-

Zélande, les auteurs ont décidé de remplacer, au septième alinéa du préambule, l'expression "*Ayant analysé le*" par l'expression "*Tenant compte du*".

52. Le débat sur le projet de résolution a souligné la grande importance que les pays en voie de développement attachent aux techniques de l'informatique. L'application du paragraphe 5 du dispositif permettra d'examiner de façon plus approfondie la question de la création d'un conseil consultatif international.

53. M. GATES (Nouvelle-Zélande) accepte le remplacement de son amendement du septième alinéa du préambule par la formule proposée par les auteurs.

54. Le PRÉSIDENT invite la Commission à passer au vote.

Le projet de résolution A/C.2/L.1156, tel qu'il a été modifié, est adopté par acclamation.

La séance est levée à 17 h 50.